

# Une politique alterculturelle

*Des chaînes généralistes sans politique culturelle définitivement asservies au “grand public” et à une prétendue “culture populaire” ? Une alternative est possible.*

Que signifie l’expression “politique culturelle” ? Evoque-t-elle simplement un certain secteur de l’action publique propre à une époque durant laquelle le pouvoir politique s’est déployé hors de ses fonctions régaliennes (police, diplomatie, guerre) ? Evoque-t-elle plutôt des personnalités charismatiques, tels André Malraux ou Jack Lang, qui ont cherché, au mieux, à donner corps à une certaine idée de la culture, au pire à promouvoir leur image personnelle ? Ou évoque-t-elle l’ambition plus profonde de soutenir la création artistique dans sa pluralité contre l’étourdissante univocité de la culture de masse fabriquée dans les usines du nouveau capitalisme ? contre cette industrie transnationale, avec ses maisons de production écrasantes, qui en général contrôlent l’ensemble de la chaîne, de la fabrication de l’objet culturel jusqu’à sa diffusion à travers les médias, audiovisuels en particulier ? Il est surprenant que l’Etat, qui encourage les alternatives à cette industrie, participe en même temps, à travers les chaînes publiques, à la diffusion des émissions de télé-réalité venues d’outre-Atlantique. Si la fin/finalité de la politique culturelle a bien une ambition alternative (ce qui est, à mon sens, sa seule légitimité, car à quoi bon utiliser des fonds publics pour accentuer une tendance déjà spontanément prépondérante ?), alors il y a là une contradiction radicale. On pourrait répondre que l’Etat est multiple, sujet à des courants divergents, organisme complexe qui, comme nous, se comporte de façon contradictoire. L’argument permet d’éviter de placer les pouvoirs publics face à leur responsabilité. Soit l’on paye une redevance pour profiter d’une télévision alternative, hors concurrence, sans soap operas, sans reality-shows et sans publicité, porteuse de projets ; soit on ne paye plus rien et l’on dénationalise du même coup France Télévisions. Une politique culturelle est soit alternative, soit superfétatoire ! On ne peut, bien sûr, éviter l’idéologie dans une telle action publique, la démagogie, les effets de manche. Le problème aujourd’hui n’est plus le trop d’idéologie, mais le trop peu d’idées, le trop peu d’ambitions, qui peut aboutir en douceur à une fin/terminaison de la politique culturelle, qui aura été vaincue sans combattre, par en dessous, par son propre mutisme.

Certains se réjouiront de cet affaissement lent dans l’insignifiance, de cet étourdissement d’un Etat paralysé par ses contradictions, laissant place à la “réalité” du marché. Les théâtres, s’ils veulent survivre, devront en rester aux pièces de boulevard ; les musiciens devront accepter les goûts soi-disant populaires ou oublier leur vocation ; les écrivains devront changer de métier ou se mettre à traduire des romans anglophones ! Cette vision d’un marché traduisant des goûts naturellement populaires – vision qui passe pour pragmatique, réaliste, démocratique – est pernicieuse. La vision d’un Etat providence/culturel au service d’une aristocratie d’Etat ne tient pas, malgré la brillante démonstration de Marc Fumaroli. Celui-ci épingle des comportements narcissiques, des tics de pouvoir, une flamboyante démagogie, dont Jack Lang est le représentant le plus starifié. Mais cela n’est que l’environnement du projet, ses aspects superficiels assimilables à des défauts de décorum, à des profits et à des détournements symboliques (parfois matériels) personnels qui ne sauraient invalider le projet lui-même : la défense d’une alternative à la culture de masse. Aider des auteurs difficiles, assister l’art en manque de public, promouvoir des artistes émergents de rue ou d’ailleurs, en gros subventionner l’exigence, la diversité, ce n’est pas se moquer des goûts populaires, mais au contraire soutenir une culture réellement démocratique.

Pour comprendre que l’intervention publique en matière culturelle est un facteur de démocratisation, il faut sans doute revenir sur des ambiguïtés, voire des confusions, communément entretenues. On confond culture populaire et culture de masse. On entretient des abstractions telles que celle de l’existence d’un “grand public” avançant comme un seul homme. On tente de faire croire que l’audimat reflète la volonté de ce “grand public”, alors qu’il ne reflète que l’efficacité d’une programmation qui ressemble à un lavage de cerveau. Non, le goût populaire ne se résume pas aux émissions de variétés, à Jean-Pierre Foucault, aux strass et aux paillettes, qui sont plutôt la marque d’une culture imposée. Une forme larvée d’hypnotisme cathodique. Ceux-là mêmes qui passent à la télévision avouent souvent ne pas eux-mêmes la regarder : ils produisent une “culture” qu’ils ne regardent pas et qui ne les regarde pas, mais dont ils tirent les fruits. Il y a là, effectivement, une élite qui n’est pas une aristocratie d’Etat et qui vit sur le dos de ce fameux “grand public”.

Une politique culturelle digne de ce nom consiste à déconstruire l’abstraction du “grand public” unanime. Pour comprendre qu’une telle déconstruction est non seulement possible mais nécessaire à la vitalité démocratique, il faut revenir à la signification du mot même de culture. Mot volatile sans cesse usité, si ce n’est usé, dans les sciences humaines ou dans l’existence ordinaire, de la philosophie à l’anthropologie, par tel militant syndical évoquant sa culture de gauche ou par telle belle-mère née avec une cuillère d’argent dans la bouche et soutenant que, si sa belle fille exhibe une si mauvaise mise en plis, c’est qu’elle manque de culture. La culture du premier genre, celle que visent les

savants, décrit les rites sacrés ou profanes, les comportements, les spécificités d'un peuple, d'une ethnie, d'un groupe d'hommes ou de l'entière humanité ; la culture opposée au règne de la nature. Comme s'il existait de la nature en soi et de la culture en soi ! La culture du second genre, celle que visent les jugements quotidiens, décrit des disparités de goût induites par des distinctions de classe et d'objectifs sociaux. Car le manque de culture décrié par la belle-mère peu compréhensive<sup>(1)</sup> ne fait que révéler la distance entre deux univers qui entretiennent esthétiquement leur mutuelle méconnaissance. Ce qui permet à l'intérieur de chaque univers, le bourgeois par exemple, de se reconnaître infailliblement, de s'apprécier "naturellement", de goûter les mêmes livres, les mêmes idées et les mêmes musiques, les meubles, les décors opportuns.

Sauf que la belle-fille, de son côté, ne se rend pas tout à fait compte, derrière les manières outrancièrement affables de sa belle-mère, du mépris ironique et de la mise à distance dont elle est l'objet. C'est là toute la différence entre les cultures dominante et dominée. Une certaine esthétique domine le tableau social, impose un bon goût et un système d'attitude généralisé mais inaccessible à la majorité. La majorité imite, tente d'avoir bon goût, d'organiser des soirées "chics", de s'habiller avec l'élégance des dominants qui sourd des publicités de parfum ou de maroquinerie, de copier un certain style de vie ressassé en fond sonore et visuel par les médias de toute sorte. Les dominés sont légèrement maladroits, ne sont jamais exactement dedans – "in", comme on dit –, toujours à la périphérie, dans une banlieue du goût. Ils en font trop ou pas assez, manquant de cette désinvolture caractéristique de ceux qui "en sont". Se libérer de la domination des goûts dominants suppose une autocritique, pour le bourgeois comme pour le prolétaire et toutes les catégories intermédiaires, une sorte de décalage anthropologique du regard, de voyage en Orient esthétique. Ceux qui voudraient décapiter la création française, sous prétexte qu'elle ne fait pas recette, sous prétexte que les superproductions américaines plaisent plus au "peuple d'en bas" que le cinéma français trop "intello", ne valorisent pas en réalité le peuple mais au contraire le déprécient. Ceux qui sont hypnotisés par les émissions de variétés en prime time ne cherchent pas à défendre cette culture, les premiers qu'ils sont à décrier la fadeur abêtissante des émissions qu'ils regardent pour "passer le temps" et "par habitude", tout en éprouvant d'ailleurs une certaine honte et en cherchant à se justifier et souvent à dissimuler cette consommation d'images sonores, soulignant qu'ils n'attendent rien de ces programmes. Ces populations sont entraînées dans une machine à amollir le discernement – et même le plaisir. Elles se sentent absorbées, provincialisées, et finissent par se soumettre à l'image de médiocrité qui leur est renvoyée sur elles-mêmes. De moins en moins de plaisir et de plus en plus de dépendance !

Le libéralisme nous dit de laisser faire. De laisser faire quoi ? La nature ! La nature pure est, comme la culture pure, une abstraction. Personne ne préfère spontanément les émissions de variétés à l'art lyrique, et inversement. Personne n'est intellectuellement vierge (positivement, négativement ou dans son indifférence même) face à une peinture, quelle qu'elle soit. Le "grand public" n'est pas cette bête inconsciente et friande d'émotion grossière. Lorsqu'on interroge les citoyens les plus télévisophages, on se rend compte de leur mépris pour les goûts qu'on leur concocte et auxquels, par la force des choses, par manque de temps et d'argent, par inertie et même par abnégation, ils se soumettent. C'est à la politique culturelle de proposer une alternative à cette inertie, de court-circuiter le cercle vicieux de la dépendance/autodépréciation populaire. Nullement pour imposer une ligne contraignante, mais pour permettre des échappées hors des architectures esthétiques préfabriquées. Cela peut se traduire par la promotion de ce qui est émergent, de ce qui n'a pas l'air d'être de l'art, de ce qui part de l'intime présence de la rue, de ce qui surgit au détour d'un quartier, mais aussi par la promotion desdits beaux-arts et de la musique dite "classique".

J'ai l'habitude de poser une question incongrue aux étudiants : qu'y a-t-il de singulier dans la culture générale ? Puisque, enfin, personne ne peut prétendre tout savoir sur tout. Un début de réponse est tautologique : la culture générale consiste à savoir ce qu'il faut savoir. Ce qu'il "faut" ? C'est une sélection des connaissances légitimes, des dates importantes, mais pas seulement, car la culture générale se porte aussi sur soi, comme un costume, une tenue pudique et impeccable qui est la continuité des goûts légitimes et qui surtout nous fait reconnaître par nos semblables. C'est un style de vie, celui des dominants, comprenant des connaissances à posséder, mais à posséder comme des réflexes, des évidences, un certain sens de ce qui est bienséant et qui finit par devenir naturel, autrement dit irréfléchi. Cette culture-là, culture générale, doit être oubliée, paradoxalement devenir naturelle, disparaître pour devenir un attribut indicible de la personnalité, une prétendue qualité de l'être qui permet de se distinguer des autres, de remarquer leur mauvais goût, leur naturel de rustres.

La notion anthropologique de culture, après des décennies de travail scientifique, a fini par ne plus signifier la distance entre d'un côté civilisé, moderne, européen, et de l'autre sauvage, inférieur, non européen, pour restituer les continuités dans les différences, les contiguïtés dans l'éloignement apparent. Les cultures devenaient l'expression d'identités, des alternatives à notre propre développement. Elles devenaient des centres pour elles-mêmes, et non pas des périphéries d'un centre unique, des mondes en cours de rapprochement, des élèves retardés en cours de rattrapage (d'où la célèbre expression de "pays-en-voie-de-développement").

Le syndicaliste qui évoque fièrement sa "culture de gauche" s'attaque au consensus qui s'exprime dans la remarque de la belle-mère peu compréhensive à l'égard de sa bru trop "quelconque". Il entend affirmer que son mauvais goût à lui, du point de vue bourgeois, est légitime, que ce goût peut être son propre centre autour duquel gravite un mode de vie lui-même légitime. Ce qu'il sait, ce qu'il aime, n'a pas à entrer dans la culture générale pour être digne d'intérêt. Voilà pourquoi le simple emploi du mot culture peut révéler des différences de classe mais aussi d'objectifs. Chez la belle-mère bourgeoise : objectif de conservation ; chez le syndicaliste : objectif de transformation. En outre, la

domination culturelle n'est pas seulement une question de classe, mais aussi de géographie imaginaire, distinguant par exemple le Parisien du provincial. Simplement, évoquer une culture provençale – et néanmoins non provinciale – se donnant comme son propre centre détaché de l'orbite du centre français, c'est là encore faire acte de politique culturelle.

Résumons-nous : grossièrement, trois définitions de la culture se croisent et induisent trois sens possibles pour une politique culturelle.

La culture comme langage intime et collectif : rites, mythes, symboles, qui font l'identité des individus et des groupes et qui font plus largement l'identité d'une humanité qui cherche à se différencier de sa condition animale. Une politique qui viserait une si englobante culture serait tendanciellement totalitaire. On peut se demander si l'essentiel du fonctionnement nazi, et même soviétique, ne repose pas sur une telle politique culturelle, qui définit non seulement les pensées et les mots légitimes, mais aussi le langage des corps.

La culture comme distinction individuelle et sociale : distinction entre les immigrés et les "vrais" citoyens, les Parisiens et les provinciaux, le bon et le mauvais goût, la culture générale et la culture mineure, la musique de rue et la musique de chambre. Elle permet à chacun de se différencier, de se repérer, de juger l'autre, de l'inclure ou de l'exclure. Aucune politique culturelle ne peut échapper à la distinction des goûts, plus ou moins légitime, qui peut aboutir à des formes de discrimination.

La culture comme expression d'une critique et d'une alternative : c'est la critique de l'évidence, c'est l'autre comme alternative au même, la culture des bas et des hauts fonds qui se confrontent, se repensent mutuellement. C'est le passage au crible des goûts convenus à travers l'œuvre surgie en rase campagne. C'est la culture de l'émergence, la question toujours reposée par la créativité qui ne se satisfait d'aucune réponse définitive et discriminante. C'est la mise à l'épreuve de nos langages, de nos cultes quotidiens, de nos symboles historiques ou intimes. Cette culture essentiellement libre, dévide les pelotes dominantes, monopoles et oligopoles. Une telle politique de l'affranchissement, seule pleinement souhaitable à mon sens, n'est bien sûr qu'une aspiration, effort sans cesse réitéré, une tension souhaitable – ou, pour mieux dire, une éthique.

La fin ou la mort de toute politique culturelle reviendrait à l'étouffement de la culture comme alternative. C'est dire qu'une vraie politique culturelle doit être fondée sur la concertation avec les acteurs/créateurs, avec l'espace public de la culture, dans ses centres et ses périphéries, sur de subtiles dialectiques qui permettent d'éviter une politique de la distinction, autrement dit du préjugé. Les administrateurs, les responsables locaux, nationaux, européens, doivent être vigilants, postés aux coins des rues, ne pas s'attendre à ce qu'ils vont trouver, laisser parler et soutenir la parole qui s'élève et non celle qui prédomine, y compris dans leur imaginaire. Cette critique permanente de soi-même permet seule d'écouter, de laisser venir et de soutenir la création. En amont, la culture est forcément intime, solitaire, mystérieuse et ombragée ; en aval, elle est forcément sociale, destinée à la lumière, questionnement collectif. A la fois origine, originalité ; mais aussi ciment social qui peut très vite devenir un ensemble de certitudes imposées. Une politique alterculturelle se doit de subventionner le risque, d'aider l'artiste au seuil de l'œuvre fragile, de l'accouchement difficile ; elle doit aimer les devenirs incertains, contre les comptabilités générales, contre les grandes habitudes – bref, contre la fabrication et la stabilisation systématiques des goûts dont rêve aujourd'hui un capitalisme de plus en plus global géographiquement et spirituellement. La politique culturelle doit questionner les représentations par d'autres présentations, par d'autres mises en présence. C'est là le contraire d'une politique agricole. L'agriculture consiste à creuser dans les mêmes sillons, à perte de vue, à uniformiser pour éviter les surprises, à contrecarrer les intempéries par une lancinante régularité mécanique, à faire donner du même, le plus de carottes possible de même qualité, de même goût et de même forme. L'agriculture arraisonne le monde à sa raison productrice. La politique culturelle consiste au contraire à faire dérailler la machine, à lâcher les amarres, à changer de sillons, à creuser ailleurs, vers d'autres formes, à provoquer le temps et à libérer de l'espace, à contrecarrer l'agriculture en train de s'imposer uniformément. Mais l'alterculture comme l'agriculture ont en commun l'horreur de ce qui est stérile, de ce qui ne rend pas au monde une belle œuvre ou un simple légume.

---

\* Raphaël Liogier est maître de conférence en sociologie à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence. Il a notamment publié *Le Bouddhisme mondialisé* (Ellipses, 2004).

(1) Peu compréhensive, non seulement au sens commun d'un manque d'indulgence, mais peut-être surtout au sens sociologique relevant d'une incapacité à se mettre

à la place d'autrui, d'une incapacité à penser les significations et les goûts d'autrui, les deux aspects étant d'ailleurs intimement liés : on manque d'indulgence parce qu'on ne peut sortir de son propre regard sur les choses. Cette réincarnation du regard, *dénarcissisation* épistémologique, est la plus impérieuse exigence de l'anthropologue comme du sociologue : il ne s'agit pas de regarder autrui avec gentillesse, bienveillance, admiration ou autre, mais de regarder le monde avec les yeux d'autrui. (NDA.)